

à propos

Le magazine du
KOFF pour la
promotion de la paix



Ethiopie: Un Elan Politique vers la Paix et les Droits de l'Homme?

swiss
peace

Schweizerische Friedensstiftung
Fondation suisse pour la paix
Fondazione svizzera per la pace
Swiss Peace Foundation

1

[La paix: oui, mais pour qui? Situation des réfugiés érythréens en Éthiopie](#)

point fort

2

[Maintenir la paix dans l'État régional de Somali](#)

dossier

[Pour des accords de paix effectifs et inclusifs](#)

[Premières élections démocratiques crédibles dans un contexte explosif](#)

[Popularité d'Abiy Ahmed en baisse à l'approche des élections](#)

3

[Film: «Maintenir la paix» - Conciliation Resources](#)

pour aller
plus loin

4

[La série de podcasts de KOFF continue!](#)

actualité

5

[Événements et nouvelles](#)

calendrier

editorial

Il y a deux ans, l'Éthiopie s'ouvrait à la démocratie et aux droits de l'homme, en partie grâce à la nomination d'Abiy Ahmed (jeune politicien aux projets de réformes prometteuses) au poste de Premier ministre. S'en sont suivis la libération de journalistes et de prisonniers politiques, un accord de paix inattendu entre l'Éthiopie et l'Érythrée, et selon certains, à une augmentation de la marge de manœuvre de la société civile. Les prochaines élections, qualifiées par le gouvernement éthiopien de premières libres et justes de l'histoire du pays, pourraient constituer une étape décisive dans la poursuite de cette transition démocratique. Prévues pour août 2020, elles sont donc attendues avec impatience et laissent présager d'avantages d'espoirs pour la paix en Éthiopie. Cependant, à l'heure actuelle et au vu de la situation sécuritaire du pays, rien ne dit ne garantit plus de prospérité à l'issue du scrutin.

Cette édition d'à propos vous fera naviguer entre plusieurs ressentis, opinions et perspectives sur l'Éthiopie d'aujourd'hui et de demain.

Bonne lecture!

Sanjally Jobarteh, rédactrice du magazine de [KOFF](#)

point fort

La paix: oui, mais pour qui? Situation des réfugiés érythréens en Éthiopie



Route vers les camps Hitsats Camp (Tigray, 2020). Photo: Andrea Grossenbacher

Depuis l'accession d'Abiy Ahmed au poste de Premier ministre en avril 2018, l'Éthiopie a connu d'importants changements politiques et économiques. Les promesses d'un pays unifié et démocratique ont fait naître l'espoir d'une paix durable. Toutefois, la population qui s'interroge sur le type de paix, le coût de sa mise en œuvre et ses bénéficiaires devient sceptique.

Accord de paix entre l'Érythrée et l'Éthiopie

L'une des réussites de l'actuelle réforme politique entreprise par le Premier ministre Abiy Ahmed est d'avoir mis fin à deux décennies de «guerre froide» entre l'Érythrée et l'Éthiopie. La signature d'un accord de paix en juillet 2018 a valu à Abiy Ahmed une reconnaissance internationale et nationale ainsi que l'attribution du prix Nobel de la paix 2019. En septembre 2018, suite à l'accord de paix, la frontière entre l'Érythrée et l'Éthiopie a été rouverte. Les médias du monde entier ont couvert ce moment de joie où des familles séparées depuis des décennies ont enfin pu se retrouver. Pour beaucoup, les images de cet instant historique ont mis en lumière le lourd tribut payé par la population et les possibilités immédiates de paix.

L'accord de paix avec l'Érythrée a eu et continue d'avoir un impact sur la vie des Érythréens et des Éthiopiens vivant dans la zone frontalière, au nord de l'Éthiopie. Toutefois, les possibilités immédiates de paix semblent avoir disparu puisque l'accord n'est pas parvenu à se traduire par des améliorations tangibles et durables pour les habitants. Au contraire, il a même créé pour certains davantage d'insécurité et de nouvelles carences. Malgré la longue tradition de l'Éthiopie d'accueillir les réfugiés érythréens et d'entretenir avec eux de bonnes relations, un examen plus attentif de leur situation depuis l'accord de paix semble mettre en évidence une détérioration graduelle de leur protection et de leur sécurité. Pour mieux comprendre les implications de cette situation pour la paix globale, il est nécessaire d'étudier plus en détail comment l'accord de paix affecte directement ou indirectement les réfugiés érythréens en Éthiopie.

Politique d'asile de l'Éthiopie

L'Éthiopie a une longue tradition d'accueil des réfugiés. Selon le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), elle héberge actuellement 748 448 réfugiés et demandeurs d'asile officiels (au 29 février 2019). Les régions de Tigré et d'Afar recensent 139 281 réfugiés érythréens enregistrés (au 31 décembre 2019). L'Éthiopie a signé la Convention de 1951 et le Protocole de 1967 relatifs au statut des réfugiés, et elle a ratifié la Convention de l'OUA régissant les aspects propres aux problèmes des réfugiés en Afrique. De plus, elle a maintenu sa politique de la «porte ouverte» pour les réfugiés afin qu'ils bénéficient d'une protection et d'un accès à l'aide humanitaire. Ces dernières années, le pays est passé, en matière de politique d'asile, de la fourniture de services de base à un modèle plus progressiste et basé sur les droits. En 2017, cette évolution vers une politique d'asile plus progressiste s'est traduite par l'adoption du Cadre d'action global pour les réfugiés (CRRF). Cette approche prépare le terrain pour la mise en œuvre des neuf engagements pris par l'Éthiopie lors de la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants en septembre 2016. En outre, elle fournit une base et une orientation politiques solides afin d'améliorer la protection des réfugiés et le respect de leurs droits. L'Éthiopie a également été un moteur essentiel au processus du CRRF au niveau régional. En janvier 2019, la Proclamation sur les réfugiés a été révisée afin de leur permettre de devenir plus indépendants, d'être mieux protégés et de bénéficier d'un meilleur accès aux solutions locales. Elle fait de l'Éthiopie l'un des pays les plus progressistes d'Afrique.

Actuellement, les mesures mises en place pour protéger les réfugiés érythréens subissent des modifications qui vont à l'encontre de cette tendance et sont probablement dues au rapprochement entre l'Éthiopie et l'Érythrée. En effet, les Érythréens ne sont plus considérés comme des réfugiés *prima facie*. Ils doivent donc se plier à des procédures

individuelles de détermination du statut de réfugié. De plus, il semble y avoir pour les réfugiés érythréens un processus plus rapide de recours à la politique dite «out of camp», qui permet aux réfugiés accueillis en Éthiopie de vivre à l'extérieur des camps s'ils en ont les moyens financiers. Mais dès lors qu'ils ont quitté le camp, les intéressés ne peuvent plus bénéficier de l'aide aux réfugiés. Si certains peuvent se réjouir de cette situation en y voyant une opportunité de se rendre plus rapidement dans d'autres régions d'Éthiopie, il faut replacer cela dans le contexte plus large de l'accord de paix avec l'Érythrée. Étant donné l'intérêt qu'a l'Érythrée à réduire le nombre de ses ressortissants réfugiés en Éthiopie, le moment choisi pour ces changements de politique soulève des questions quant aux raisons qui les ont motivés et peut laisser penser qu'ils relèvent d'une manœuvre politique pour satisfaire le régime érythréen, en réduisant le nombre de réfugiés érythréens dans les zones frontalières. Enfin, plusieurs journaux éthiopiens ont annoncé ce mois-ci la fermeture du camp de Hitsats, l'un des quatre camps de réfugiés érythréens du nord de l'Éthiopie, vouant quelque 18 000 Érythréens à un futur incertain. Ces récentes évolutions sont source d'insécurité et de défis en matière de protection des réfugiés. Toutefois, suite à la déclaration conjointe de paix et d'amitié entre l'Érythrée et l'Éthiopie, il n'est pas surprenant que certaines mesures, telles que la procédure de détermination du statut de réfugié, soient mises en place. Mais il est à craindre que les autorités n'introduisent d'autres mesures visant à réduire activement l'attrait des régions Tigré et Afar pour les réfugiés érythréens, ce qui affecterait leur capacité à obtenir une protection.

Paix et déplacements

L'accord de paix entre l'Érythrée et l'Éthiopie a eu un impact direct sur les déplacements puisqu'il a entraîné l'ouverture de la frontière en 2018, pour une durée de deux mois environ. Pendant cette période, de nombreuses personnes ont pu se déplacer librement de part et d'autre de la frontière, que ce soit pour des raisons personnelles ou professionnelles. Mais cette situation n'a pas fait le bonheur de tous.

Tout d'abord, la liberté de mouvement entre les deux pays a accru l'insécurité des Érythréens réfugiés dans les camps du nord de l'Éthiopie, car la fin du conflit avec ce pays ne garantit pas un quelconque changement politique en Érythrée. Par conséquent, les personnes qui ont fui à cause du gouvernement érythréen avaient peur qu'une ouverture de la frontière ne permette aux fonctionnaires érythréens d'entrer dans les camps et de les forcer à retourner en Érythrée. Cette insécurité persiste encore aujourd'hui et pourrait avoir une répercussion négative sur les relations entre les réfugiés entre eux, mais aussi avec les organismes nationaux et internationaux de protection des réfugiés ainsi qu'avec le gouvernement national d'Éthiopie, car elle renforce la méfiance, le sentiment d'impuissance et la peur.

Par ailleurs, l'ouverture de la frontière éthiopienne a en réalité provoqué la fermeture complète de la frontière du côté érythréen. Il n'est plus possible de franchir légalement cette dernière. De plus, il existe aujourd'hui moins de points d'entrée pour les réfugiés érythréens qui souhaitent être enregistrés en Éthiopie. La fin de la reconnaissance *prima facie* du statut de réfugié pour les Érythréens complique encore plus la situation de ceux qui demandent l'asile en Éthiopie.

Finalement, l'accord de paix a induit en Éthiopie un changement d'approche dans le traitement des réfugiés érythréens qui va à l'encontre de la tendance globale plus

progressiste de la politique nationale en matière de réfugiés. Cette situation a créé une grande frustration parmi les réfugiés, en particulier chez les jeunes Érythréens, qui sont bien informés et qui ont des attentes élevées quant aux engagements pris par l'Éthiopie d'accorder plus de droits aux réfugiés. Par conséquent, les attentes déçues des réfugiés concernant la mise en œuvre de ces engagements, alliées aux politiques plus restrictives envers les réfugiés érythréens, qui sont perçues comme un moyen de dissuader les Érythréens de pénétrer sur le sol éthiopien et/ou de rester dans la zone frontalière, risquent d'accroître la frustration et la méfiance, ainsi que d'exacerber les tensions entre les réfugiés, les organisations d'aide aux réfugiés et le gouvernement national. En outre, les Tigréens, qui vivent dans le nord de l'Éthiopie, ont toujours accueilli chaleureusement les réfugiés érythréens, principalement parce qu'ils partagent la même origine ethnique, la même culture et la même langue. Dans de nombreux cas, les communautés locales et les réfugiés ont développé des relations pacifiques et mutuellement bénéfiques. Tout en ayant à l'esprit que la situation est déjà tendue entre le principal parti politique de la région, le Front populaire de libération du Tigré (Tigrayan People's Liberation Front, TPLF), et les gouvernements érythréen et éthiopien, il est donc important de réfléchir à l'impact potentiel que pourraient avoir des tensions entre les réfugiés érythréens et le gouvernement éthiopien sur la relation entre les Tigréens et le gouvernement national.

Les conséquences négatives de l'accord de paix pour certains réfugiés érythréens dans le nord de l'Éthiopie, tout comme le risque qu'elles accentuent les tensions préexistantes ou qu'elles fassent apparaître de nouvelles dynamiques de conflit, montrent l'importance et la pertinence d'une intégration systématique des problématiques de migration et de déplacement dans les processus et politiques de paix. Il s'agit là d'un argument de poids pour une prise en compte accrue du lien entre paix et migration afin de prévenir les conflits et de maintenir la paix.

[swisspeace](#)

Andrea Grossenbacher

andrea.grossenbacher@swisspeace.ch

Chargé de programme

links

- [Ethiopia-Eritrea border reopens after 20 years](#)
- [A Year After the Ethiopia-Eritrea Peace Deal, What Is the Impact?](#)
- [UNHCR - Ethiopia Factsheet February 2020](#)
- [Eritrean refugees in Ethiopia](#)
- [UNHCR - Ethiopia](#)
- [UNHCR - CRRF Ethiopia](#)
- [shutdown of the Hitsats camp](#)
- [Fear Dampens Hope Among Eritrean Refugees in Ethiopia](#)
- ["We can't go home": What does peace mean for Eritrea's refugees?](#)
- [EASO - Eritrea national service, exit, and return](#)
- [KOFF Joint Learning Process on Peacebuilding & Migration](#)

Maintenir la paix dans l'État régional de Somali



Signature du traité de paix entre le Front national de libération de l'Ogaden (ONLF) et le gouvernement éthiopien. Photo: Conciliation Resources

En octobre 2018, le Front national de libération de l'Ogaden (ONLF) et le gouvernement éthiopien ont signé un accord de paix historique, marquant la fin d'un conflit armé de près de 25 ans dans l'État régional de Somali en Éthiopie. Conciliation Resources – qui au cours des sept dernières années de négociation, avait aidé ces deux parties à trouver un accord de paix en apportant un soutien technique aux négociations et en intégrant les points de vue d'une société plus large dans le processus de paix – était également présente. Nous travaillons désormais avec le gouvernement de l'État régional Somali et l'ONLF pour mettre en œuvre l'accord de paix et soutenir la transition vers la paix dans la région.

Depuis la signature de l'accord de paix, les dirigeants de l'ONLF sont de retour dans la région, après vingt ans d'exil, et s'efforcent de transformer le groupe armé en un parti politique. Le groupe a démobilisé ses combattants, adopté un emblème pacifique et élu de nouveaux dirigeants, avec à leur tête l'ancien négociateur de paix en chef. Ce groupe s'est également inspiré des formations organisées par Conciliation Resources en Irlande du Nord et à Mindanao (Philippines) dans la conception et la mise en œuvre de leur stratégie de transition pacifique. Il s'agit notamment de restructurer l'organisation, de préparer leurs dirigeants et leurs cadres à la transition et de créer une feuille de route politique. Leur inscription officielle comme parti politique a été confirmée et il était prévu qu'ils se présentent aux élections d'août 2020 mais ces dernières ont été reportées en raison de la pandémie de COVID19.

L'organisation de ces élections sera déterminante pour l'avenir de l'accord de paix. Si elles

sont crédibles et pacifiques, le nouveau gouvernement gagnera une certaine légitimité et une confiance requises pour mettre en œuvre les principales réformes institutionnelles et de gouvernance. Un gouvernement élu dans de telles conditions pourrait restaurer la confiance de la population locale en ses institutions étatiques, ce qui faciliterait la mise en place de mesures permettant de liquider l'héritage historique du conflit et de mettre un terme à la marginalisation. Toutefois, ce gouvernement devra également satisfaire les attentes et revendications du peuple dans le temps imparti à la durée de son mandat, alors que ces dernières requièrent du temps, des ressources et de la bonne volonté.

En juillet, des représentants du gouvernement de l'État régional de Somali et l'ONLF ont, avec l'aide de Conciliation Resources, organisé une retraite pour créer un climat de confiance, faire le point sur l'état d'avancement de l'accord de paix et convenir de mécanismes visant à améliorer la collaboration. Peu de temps après, le président régional Mustafa Omer a officiellement lancé un nouveau comité conjoint du gouvernement régional Somali et de l'ONLF. Ce comité, qui était l'un des engagements clés de l'accord de paix, procure aux deux parties un cadre officiel afin de traiter des principaux problèmes liés aux causes fondamentales du conflit ainsi que de promouvoir la paix et la stabilité à long terme.

Nous collaborons actuellement avec la commission fédérale de réconciliation, le gouvernement de la région de Somali et des groupes de victimes pour relier les initiatives de réconciliation fédérales et régionales, aider à rendre compte des besoins et priorités des victimes et s'assurer de leur prise en compte dans un processus de réconciliation plus large en Éthiopie. Cette démarche répond à un besoin urgent de présenter les avantages de l'accord de paix aux victimes civiles, aux survivants du conflit et aux anciens combattants, notamment dans l'objectif d'éviter une éventuelle répétition du conflit armé.

[Conciliation Resources](#)

Emily Deeming

edeeming@c-r.org

Responsable de la Communication

[links](#)

- [Film: "Maintenir la paix" - Conciliation Resources](#)

dossier

Pour des accords de paix effectifs et inclusifs



Route d'Axum à Yeha, près de la frontière érythréenne. Photo: Creative Commons

Le traité de paix entre l'Éthiopie et l'Érythrée est porteur d'espoir.

Rien n'a changé en Érythrée, ou si peu. La guerre avec l'Éthiopie est terminée, et chaque guerre en moins représente un immense progrès vers un idéal de paix mondiale. Mais la levée de l'état de guerre, utilisé pour justifier les conditions effroyables imposées à la population érythréenne n'a pas changé la situation dans le pays.

L'analyse du traité de paix démontre que s'il avait des potentiels, il n'était pas assez détaillé, élaboré pour faire la différence. Il prévoit plusieurs mécanismes de mise en œuvre – des zones économiques, des projets d'investissements et une commission de supervision – mais il ne contient ni délais, ni mesures de coercition... la bonne volonté initiale viendrait-elle à manquer. Les zones économiques n'ont pas été créées et la frontière s'est refermée. Le comité, à ma connaissance, n'a pas fonctionné. La bonne entente initiale s'est érodée. Les élections prochaines en Éthiopie pourront-elles changer les choses? C'est souhaitable, mais l'Éthiopie est-elle à même, souhaite-t-elle imposer à l'Érythrée le respect des conditions et des promesses du traité? Celui-ci est valable en droit international et son respect est exigible.

Le traité de paix entre l'Érythrée et l'Éthiopie démontre combien un processus de paix est un mécanisme qui requiert en particulier des mesures de suivi solides et cohérentes, mais aussi, idéalement, des mesures amenant l'adhésion et la participation des populations concernées, mesures qui ici font résolument défaut.

L'APRED, en collaboration avec le Centre Global pour un Monde qui ne Tue pas (CGNK) et avec la diaspora, soutient une approche pacifique, différenciée et humaine, constructive des difficultés présentes en Érythrée et ailleurs. Le droit à la paix, pour les autorités comme pour les populations, ne saurait se faire sans un égal respect du droit au bien-être et au développement de toutes les personnes concernées.

[APRED](#)

Christophe Barbey

cb@apred.ch

Coordinateur

[links](#)

- [The Peace Agreement](#)
- [The Center for Global Nonkilling on Eritrea](#)
- [Rethinking the Ethio-Eritrean peace deal](#)
- [Eritrea and Ethiopia: A year of peace, a year of dashed hopes](#)

dossier

Premières élections démocratiques crédibles dans un contexte explosif



Peinture murale à Adis Abeba (2020). Photo: Andrea Grossenbacher

Au cours des deux dernières années, l'Éthiopie a connu un grave conflit interethnique qui a été favorisé par les facteurs suivants: un gouvernement central affaibli, d'anciennes rivalités ethniques ravivées par les élites politiques, la diffusion, via les médias sociaux, de nombreux discours haineux envers différents groupes, un taux de chômage élevé chez les jeunes ainsi qu'une hausse importante et généralisée de la criminalité. Au cours des deux dernières années, l'Éthiopie a donc été le pays qui compte le plus de déplacés internes. Malgré les efforts notables déployés pour réintégrer ces personnes, et, plus largement, pour résoudre le problème, les tensions entre les différents groupes restent vives.

Dans de nombreuses régions, l'instabilité a généré une situation anarchique. Confrontées à

l'impuissance de l'autorité centrale, à l'absence de lois et aux violences interethniques, beaucoup de régions se sont dotées de milices (ethniques). Encouragées par le commerce florissant des armes, certaines ont même créé leur propre armée régionale ou des «forces spéciales». Les puissantes régions d'Oromia ou d'Amhara disposent par exemple d'armées permanentes d'au moins 50 000 soldats. Au sein des États régionaux, plusieurs zones sont extrêmement instables. C'est le cas de la région d'Amhara depuis qu'une tentative de coup d'État a causé la mort du président de l'État régional et de deux autres hauts responsables en août 2019. La Région des Nations, Nationalités et Peuples du Sud (RNNPS) ainsi que la partie méridionale de la région d'Oromia ont été particulièrement touchées par les conflits interethniques et les déplacements internes et elles sont devenues des foyers d'instabilité. À partir de mi-janvier, des réseaux de télécommunication ont été entièrement coupés dans la partie occidentale de la région d'Oromia, suite à la multiplication des opinions anti-gouvernementales et des soutiens aux groupes d'opposition radicaux.

Cette situation a conduit certaines organisations telles que Human Rights Watch à accuser le gouvernement éthiopien de recourir à des méthodes autoritaires pour museler certains partis d'opposition et autres dissidents. Des pratiques telles que la coupure des réseaux téléphoniques ou Internet, les menaces, la violence et la torture, qui ont été utilisées contre les dissidents dans de nombreux cas de troubles sociaux, ont été signalées.

Étant donné les circonstances, de nombreux commentateurs redoutent que les prochaines élections ne soient pas réellement libres. Cependant, le régime actuel a, dans l'ensemble, fait plus d'efforts que les précédents pour ouvrir la voie à des élections crédibles. Plus de 150 partis politiques enregistrés y participent. Quels que soient les résultats, il y aura des gagnants et des perdants, et tous les partis ne pouvant être satisfaits, on peut s'attendre à des troubles sociaux. Si le gouvernement choisit de réprimer la dissidence et de violer d'autres droits humains, s'il ne cherche pas à restaurer une certaine forme de sécurité dans le pays et s'il échoue à garantir des élections aussi libres et équitables que possible, les chances de voir revenir la paix en Éthiopie dans un avenir proche sont presque nulles.

Chale Gobbett

chale_cycad@outlook.com

dossier

Entretien avec Paulos Asfaha - popularité d'Abiy Ahmed en baisse à l'approche des élections



Premier ministre Abiy Ahmed (2020). Photo: Creative Commons

Ce texte est le résumé d'un entretien avec Paulos Asfaha, professeur assistant au Global Studies Institute de l'Université de Genève et spécialiste de l'Éthiopie contemporaine.

Source de méfiance et inconnu de la scène internationale il y a deux ans, Abiy Ahmed a rapidement suscité enthousiasme et espoir suite à l'annonce des réformes progressistes qu'il allait mettre en place en Éthiopie. Qu'en est-il aujourd'hui et quelles sont ses chances de remporter les élections ?

Peu de temps après l'entrée en fonction d'Abiy Ahmed en 2018, une émission de télévision autrefois sous contrôle de l'État filme un entretien avec d'anciens prisonniers victimes de torture – une scène inconcevable sous le précédent régime. Ce n'est qu'un symbole démocratique parmi d'autres, qui a incité la presse nationale et internationale à encenser le jeune Premier ministre, parfois comparé à Gorbatchev ou Deng Xiaoping.

Cette popularité s'est pourtant peu à peu estompée, la situation de l'Éthiopie ne s'étant pas améliorée sur tous les plans. D'une part, le peuple est toujours las des problèmes socio-économiques: une inflation galopante, des salaires très bas, une protection sociale insuffisante, des services sociaux désastreux et un système éducatif défaillant. D'autre part, la situation sécuritaire menace la prospérité du pays. Pour autant, la violence interethnique est majoritairement verbale – avec des réseaux sociaux utilisés comme déversoir de haine – on reste heureusement loin des conflits de type épuration, génocide ou pogrom. À tort, cette violence est souvent associée à l'arrivée d'Abiy Ahmed au pouvoir. En réalité, l'ethnisation politique de l'Éthiopie ne date pas d'aujourd'hui, elle a plus de 50 ans.

Abiy Ahmed est également accusé de mettre en place les réformes de manière autoritaire, et de construire autour de lui un certain culte de la personnalité. De plus, il est accusé de vouloir faire taire certains de ses opposants. Un changement de stratégie politique de sa part est effectivement survenu suite à un attentat subi trois mois après son élection. Les arrestations sans motifs se sont succédées et la presse s'est sentie à nouveau menacée.

Malgré sa phase récente de démocratisation, le régime reste donc autoritaire avec des forces de sécurité et une élite politique au cœur de ce système despotique.

Pour ce qui est des élections néanmoins, tout laisse à penser qu'elles se dérouleront de façon démocratique. La commission électorale est indépendante de l'Etat et a été confiée à des figures d'opposition basées en Europe et aux Etats-Unis. Il s'agit d'une situation inédite en Ethiopie, d'où les attentes immenses de la part de la population. La tentative récente du gouvernement de reporter les élections au mois d'août a prouvé cette préoccupation politique. Les contestataires ont tout de suite accusé le gouvernement de vouloir organiser le scrutin pendant la saison des pluies afin d'empêcher les gens d'aller voter. De même que le choix de la date, les résultats de ces élections seront regardés de près. Si ceux-ci s'avèrent être grossiers, on pourra s'attendre à une recrudescence de violence.

Entretien avec

Paulos Asfaha

professeur assistant au Global Studies Institute de l'Université de Genève et spécialiste de l'Ethiopie contemporaine

Entretien conduit par

Sanjally Jobarteh

sanjally.jobarteh@swisspeace.ch

chargé de communication, swisspeace

pour aller plus loin

Film: "Maintenir la paix" - Conciliation Resources

Ce film a été produit par Conciliation Resources. Il rassemble quelques témoignages sur l'extraordinaire processus de paix entre le Front de libération nationale de l'Ogaden et le gouvernement éthiopien. Ces récits donnent un aperçu sur la façon dont 20 ans de combats ont pris fin et sur le passage d'un groupe armé de la guerre à la paix.

Emily Deeming

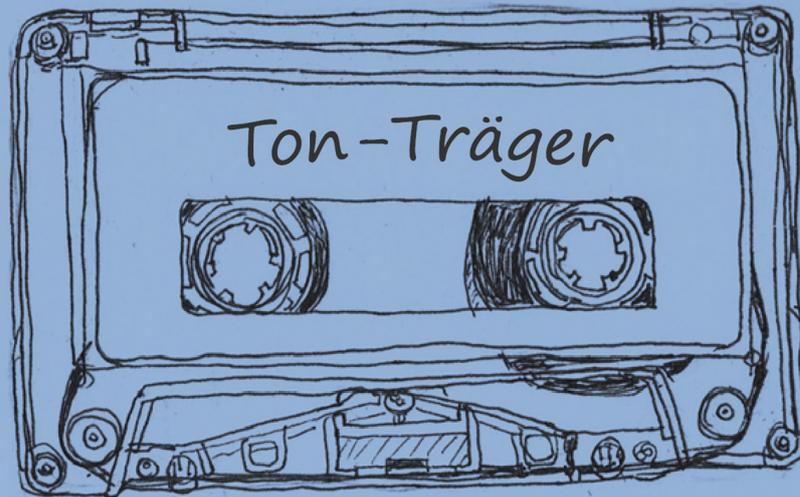
edeeming@c-r.org

links

- [Article "Maintenir la paix dans l'État régional de Somali"](#)

actualité

La série de podcasts de KOFF continue!



Le second épisode, qui portera sur la relation entre le climat et la paix et sur l'importance de la justice climatique sera bientôt publié (en allemand uniquement).

Comment comprendre la justice climatique et pourquoi la paix et la protection de l'environnement sont si essentielles l'une pour l'autre sont des questions auxquelles cet épisode tentera de répondre. Si le climat peut devenir un obstacle à la paix, il ouvre également la porte à de nouvelles opportunités de coopération entre les acteurs les plus divers. Il existe de nombreuses façons de lier les ressources naturelles, les énergies renouvelables ou le changement climatique à la promotion de la paix, et PNUE ainsi qu'Action de Carême soutiennent des projets qui font ce lien. Outre les défis à relever, le podcast met également en lumière des approches totalement nouvelles qui mettent l'accent sur la consolidation participative de la paix.

Jonas Hinck de KOFF s'entretiendra avec Silja Halle du PNUE, le Programme des Nations Unies pour l'environnement, et Stefan Salzmann d'Action de Carême sur la tension entre le climat, la paix et la justice sociale et sur la manière dont ces questions se manifestent dans la pratique. Le podcast sera animé par Hannah-Milena Elias et bientôt disponible sur la [page soundcloud de KOFF](#). En attendant, vous pouvez toujours écouter notre épisode précédent sur les femmes, la paix et la sécurité.

[links](#)

- [Podcasts de KOFF](#)

Evénements et nouvelles

Nouvelles de KOFF

Les nouvelles de KOFF et des organisations membres se trouvent sur notre [PAGE WEB KOFF](#)

Les candidatures aux bourses des Centres du Rotary pour la paix (financement complet) sont désormais ouvertes jusqu'au 31 mai. Chaque année, jusqu'à 130 candidats issus des domaines de la paix et du développement sont sélectionnés dans le monde entier pour effectuer un cursus de master ou un certificat de développement professionnel sur la paix et les conflits dans l'un des sept Centres du Rotary pour la paix au sein d'universités reconnues dans le monde. La date butoir pour l'envoi des candidatures est fixée au 31 mai.

[Pour en savoir plus](#)



Consultez l'offre de programmes en formation continue de swisspeace:

- [CAS in Civilian Peacebuilding Essentials](#)
- [CAS in Religion, Peace & Conflicts](#)

et postulez avant le 30 juin 2020!

Ce PDF a été généré automatiquement.
Lire à propos : www.swisspeace.ch/apropos

Éditeur KOFF de swisspeace
Contact Sonnenbergstrasse 17, Case postale, CH-3001 Bern
Tél.: +41 (0)31 330 12 12
Rédaction Sanjally Jobarteh
Traduction Übersetzergruppe Zürich
Couverture Iwaria images, 2017

KOFF

Die Schweizer Plattform für Friedensförderung
La plateforme suisse de promotion de la paix
La piattaforma svizzera per la promozione della pace
The Swiss platform for peacebuilding

KOFF est une plateforme d'échange et de dialogue coordonnée par swisspeace. Elle est soutenue par le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) et les ONG suisses suivantes :

ae-centre	Fondation Hironnelle	Organisation suisse d'aide aux réfugiés
Action de Carême	Fondation Peace Nexus	Palmyrah
Alliance Sud	Fondation village d'enfants	Peace Brigades International Suisse
APRED	Pestalozzi	Peace Watch Switzerland
artafoundation	Graines de Paix	Quaker United Nations Office
Baha'i	Green Cross Suisse	Solidar Suisse
Brücke · Le pont	Groupe pour une Suisse sans armée	SOS Village d'enfants
Caritas Suisse	HELVETAS Swiss Intercooperation	Stiftung für Integrale
cfid	IAMANEH Suisse	Friedensförderung
Conseil suisse pour la paix	ICP	Swiss Academy for Development
Croix-Rouge Suisse	Initiative de Lucerne pour la paix et la sécurité (LIPS)	SWISSAID
DCAF	Interpeace	Terre des Femmes Suisse
Eirene Suisse	Ligue Suisse des femmes catholiques	terre des hommes schweiz
Entraide Protestante Suisse	medico international suisse	
Femmes de Paix Autour du Monde	MIR Suisse	
Femmes pour la Paix Suisse	mission 21	
Fondation Caux – Initiatives et changement	miva – transporte l'aide	